

**Compte rendu d'ouvrage: Weiss Max, In the Shadow of Sectarianism. Law, Shi'ism and the Making of Modern Lebanon, Cambridge, Harvard University Press, 2010, 341 p.**

Sabrina Mervin

► **To cite this version:**

Sabrina Mervin. *Compte rendu d'ouvrage: Weiss Max, In the Shadow of Sectarianism. Law, Shi'ism and the Making of Modern Lebanon*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, 341 p.. 2013. halshs-01865342

**HAL Id: halshs-01865342**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01865342>**

Submitted on 31 Aug 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sabrina Mervin, compte rendu d'ouvrage paru dans la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133, juin 2013, 40, (juil-sept. 2008); mis en ligne en juin 2012, <https://journals.openedition.org/remmm/7571>.

Sabrina Mervin est chercheure au CNRS, membre du CéSor (Centre d'études en sciences sociales du religieux).

Weiss, Max, *In the Shadow of Sectarianism. Law, Shi'ism and the Making of Modern Lebanon*, Harvard University Press, Cambridge, 2010, 341 p.

Reprenant à son compte le titre d'un article fort connu des historiens du chiisme<sup>1</sup>, Max Weiss se demande, dans le prologue de cet ouvrage, « How did the Lebanese Shi'a become Sectarian ? ». Il poursuit par une explication de ce qu'il entend par *sectarianism*, et s'interroge ensuite sur son lien à la modernité, en s'appuyant sur les travaux d'Ussama Makdisi et d'Ayesha Jalal. On n'entrera pas ici dans des débats sur la définition et la traduction du terme *tâ'ifiyya* utilisé par les acteurs libanais, les réponses apportées par les traditions scientifiques francophones et anglophones divergent quelque peu et le lexique n'est pas le même (d'un côté, les auteurs emploient plutôt les termes confessionnalisme et communautarisme ; de l'autre *sectarianism* et, moins souvent *confessionalism*).

Le propos du livre est de décrire et d'analyser le processus de construction du confessionnalisme et du communautarisme chiites durant la formation de l'Etat moderne au Liban, particulièrement durant la période mandataire. Cette construction s'est faite à la fois « d'en haut » (*from above*), avec la politique du diviser pour mieux régner appliquée par les élites coloniales et locales, et « d'en bas » (*from below*), avec les revendications portées par les chiites, qui concernaient autant leurs droits que la reconnaissance de leur communauté. Ainsi exposé (p. 11), ce double mouvement paraît simpliste, d'autant que les revendications de la population – si tant est qu'elles aient été clairement formulées, notamment par le biais du système des pétitions - furent portées par les élites locales. Mais le jeu subtil des interactions à l'œuvre est traité avec finesse tout au long de l'ouvrage et, particulièrement, les relations des acteurs au « colonialisme » qui, expressément, ne sont pas abordées au prisme du couple collaboration/résistance. En outre, c'est une manière, pour l'auteur, de montrer comment s'intriquent et s'imbriquent, sans cesse, la mise en place d'une politique confessionnelle et la construction identitaire de la communauté.

Plusieurs entrées permettent à Max Weiss de cerner et de saisir son objet. Il revient ainsi à des thématiques déjà étudiées dans des travaux antérieurs, en reprenant les mêmes sources que ses prédécesseurs (textes arabes, notamment articles de la revue *al-'Irfân*, comme archives mandataires françaises) et en les étoffant : ainsi des débats sur les pratiques rituelles de Achoura (chap. 2), analysés pour appuyer la thèse de l'émergence d'un espace public où les individus purent exprimer, à travers leurs pratiques, leur religiosité et leur identité ; ainsi du soulèvement de Bint Jubayl en 1936 (chap. 6), vu comme une mobilisation collective non seulement contre la puissance coloniale mais aussi en faveur de l'intégration des chiites dans l'Etat libanais. Toutefois, l'apport

---

<sup>1</sup> Hodgson, Marshall G. S., « How did the Early Shi'a become Sectarian ? », *Journal of the American Oriental Society*, Vol. 75, n°1 (Jan. - Mar., 1955), pp. 1-13.

principal du travail de Max Weiss est de se concentrer sur la question du droit, c'est-à-dire du statut personnel, des waqfs et des institutions judiciaires et religieuses dont il tente de tirer à la fois une histoire sociale et une réflexion sur le processus de confessionnalisation. Il décrit la mise en place, en 1926, des tribunaux ja'farites puis, surtout, leur routinisation en tant qu'institutions, ainsi que le rôle des juges dans la représentation de la communauté (chap. 3 et 4). On regrettera néanmoins que si des parallèles fort judicieux sont établis avec la situation algérienne, eu égard à la politique française, il n'en est pas fait avec l'Iraq, où des tribunaux ja'farites ont été mis en place (en 1918, sous le mandat britannique), mais n'ont pas perduré. Il aurait en outre été fécond de faire une enquête plus systématique sur l'évolution du rôle et de la fonction des muftis ; l'ouvrage s'intéresse surtout aux juges.

Le cœur de ce travail, et ce qui en fait l'originalité, réside dans le chapitre 5, « Adjudicating Society at the Ja'fari Court », qui s'appuie sur des sources jusque là non exploitées, les « archives » des tribunaux ja'farites à Beyrouth, Nabatiyya, Saïda et Tyr, terme que l'auteur indique entre guillemets (p. 157), relevant ainsi le caractère inorganisé de ces documents constitués de registres de tribunaux et d'échanges de correspondances. Comme il le souligne, en révélant les enjeux de la pratique quotidienne du code du statut personnel, ceux-ci donnent accès à « des mondes inconnus de la vie ordinaire chiite ». C'est l'un des objectifs de Max Weiss que d'apporter, dans cet ouvrage, un éclairage sur la population, les gens ordinaires, et non plus seulement sur les élites chiites ; sur la mise en pratique d'une morale religieuse par les clercs, et non plus sur les théories du *fiqh*. Cet objectif, fort louable, est atteint, au moins dans ce chapitre, à travers l'étude de trois cas : un héritage ; un deuxième, lié au mariage temporaire ; un problème relatif à la *zinâ* (p. 168-182). Néanmoins, malgré ses efforts et faute d'autres sources, il se retrouve souvent à écrire l'histoire des notabilités politiques et religieuses.

D'un point de vue plus directement politique, la question est posée (p. 210 *sq.*) du fameux « Pacte national » libanais de 1943 qui institua l'usage d'avoir un président maronite et un premier ministre sunnite, et de la place que purent se tailler les chiites par la suite en instituant celui d'avoir un président du Parlement chiite. Elle aurait été enrichie par une véritable enquête sur les conditions de la mise en place de cet usage et les débats qui y menèrent au sein de la communauté, et en négociation avec les forces politiques des autres communautés.

L'auteur veut par ailleurs déconstruire ce qu'il appelle « The Romance of the Shi'i awakening », autrement dit le « roman » de Mûsâ al-Sadr qui, venu s'installer au Liban en 1959, fonda le Conseil supérieur islamique chiite en 1967, puis, dans les années 1970, dirigea la mobilisation politique des « masses chiites ». Max Weiss montre d'abord que d'autres oulémas chiites, avant Sadr, furent porteurs d'un discours nouveau et contestataire et professèrent le changement et la justice sociale, tant dans leurs prêches populaires que dans leurs écrits. A la fin de la période mandataire, en effet, trois figures se détachèrent du lot des clercs chiites, 'Abd Allâh Ni'meh, Muhammad Chirrî et, surtout, Muhammad Jawâd Mughniyya qui, en devenant président de la cour de cassation ja'farite, incarna les perspectives d'ascension sociale offertes par la judicature chiite à des clercs de modeste extraction (p. 216 *sq.*). Certes, l'argumentation déployée par Weiss nous convainc du poids des institutions religieuses dans la vie communautaire chiite comme de l'existence de précédents à Mûsâ al-Sadr. Toutefois, il omet d'expliquer que ceux-ci échouèrent à bouleverser l'ordre social : Mughniyya fut démis de ses

fonctions présidentielles par une coalition de *zu'amâ'*, voyant ainsi sa carrière brisée, et Chirri saisit l'opportunité d'aller poursuivre la sienne, sous de meilleurs auspices, aux Etats-Unis.

Mûsâ al-Sadr, lui, parvint à incarner le changement et sa trajectoire comme sa disparition mystérieuse en font, tant pour les Libanais, chiïtes ou non, que pour les observateurs étrangers, le héros du « roman » du réveil chiïte. Max Weiss considère que les « historiens » n'ont traité la communauté chiïte, à cause de ce « roman », qu'à travers la politisation, la radicalisation, voire la violence, faisant débiter leurs travaux en 1959, avec l'arrivée de Mûsâ al-Sadr (p. 222). Selon lui, cette focalisation induit en erreur sur les sens multiples du confessionnalisme au Liban et masque la diversité des expériences historiques libanaises durant le 20<sup>e</sup> siècle (p. 223). Certes. Mais Max Weiss, dans sa démonstration, élude complètement les travaux des historiens qui l'ont précédé sur la période mandataire <sup>2</sup> ; il ne les mentionne pas non plus dans le prologue où il discute de travaux plus éloignés de son propre sujet. Ce qui laisse songeur.

Notons, enfin, que l'auteur fait preuve d'une grande maîtrise de sources nombreuses et variées et qu'il écrit dans un style élégant (il est aussi traducteur de littérature arabe en anglais). Ce la n'empêche pas quelques erreurs, sans doute dues à une relecture trop rapide. Ainsi, dans le prologue (p. 2), il est fait état d'un débat entre le leader politique Kâmil al-As'ad et le cheikh Muhammad Jawâd Mughniyya. La première phase citée est attribuée à Mughniyya, alors que c'est As'ad qui l'a prononcée ; le dialogue devient plus cohérent lorsque l'on rétablit le bon ordre. Un passage décrivant la position des Français sur la candidature à la présidence de la cour d'appel ja'farite du mufti de Tyr (Muhammad Jawâd Sharaf al-Dîn ? - il n'est pas mentionné) est incompréhensible, il doit manquer des mots (p. 206, fin du 1<sup>er</sup> paragraphe). Abû al-Hasan al-Isfahânî, le *marja'* de Najaf, est appelé Abû al-Husn (p. 108 et 165).

Ces remarques n'entachent pas la richesse de ce livre qui est une contribution majeure à l'histoire contemporaine des chiïtes du Liban comme du confessionnalisme dans ce pays.

---

<sup>2</sup> Pour ne citer que les ouvrages, et par ordre chronologique : Sabrina Mervin, *Un réformisme chiïte. Ulémas et lettrés du Ġabal 'Amil de la fin de l'Empire ottoman à l'indépendance du Liban*, Paris, Karthala, 2000 ; Tamara Chalabi, *The Shi'is of Jabal 'Amil and the New Lebanon : Community and Nation-State, 1918-1943*, Londres, Palgrave Macmilan, 2006 ; et dans une moindre mesure car il ne s'appuie ni sur des sources arabes, ni sur des sources françaises pour la période mandataire, Shanahan, Rodger, *The Shi'a of Lebanon : Clans, and Clerics*, Londres, Tauris, 2005.